

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Compo France SAS

Zone Industrielle
25220 Roche-lez-Beaupré

Références : UID257090/SPR/MV/SB 2023 - 1114A
Code AIOT : 0005902783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement Compo France SAS implanté Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Compo France SAS
- Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005902783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Compo France est spécialisée dans la fabrication de compost d'écorce de résidu, de support de culture et de conditionnement d'engrais et de terreau, commercialisés sous la marque Algoflash.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- registres d'admission et de sortie ;
- mesures de maîtrise des risques ;
- rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Clôture	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 11	/	Sans objet
7	utilisation de l'eau - eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Admission des intrants	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	/	Sans objet
2	Devenir des matières traitées	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 11	/	Sans objet
8	Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite, que l'exploitant réalise un suivi des admissions des matières et de la gestion des andains.

Toutefois, il est apparu que les accès au site ne sont pas maîtrisés, les mesures de maîtrise de risque ne font pas l'objet d'une analyse concernant les défaillances éventuelles et aucun exercice n'a été effectué récemment afin de tester le plan d'opération interne.

Il apparaît par ailleurs, que le site n'accepte désormais plus de déchets verts et que des modifications sont envisagées afin d'agrandir la plateforme de compostage. L'exploitant devra à ce titre déposer un dossier de porter à connaissance indiquant les modifications des conditions d'exploiter.

De plus, lors de précédentes inspections il avait été mentionné la nécessité de déposer un dossier de réexamen IED au titre de la rubrique 3532. L'inspection des installations classées souligne que la note d'explication de la nomenclature des ICPE des installations de gestion et traitement de déchets de la DGPR du 27 avril 2022 indique que « Les installations soumises à autorisation sous la rubrique 2780 sont classées au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature. »

Ainsi le site étant soumis à autorisation au titre de la rubrique 2780, il relève également de la rubrique 3532 et doit à ce titre déposer un dossier de réexamen IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Admission des intrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des intrants
Prescription contrôlée : Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ; - l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ; - pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ; - la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la

<p>nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées. <p>Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.</p> <p>Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe.</p> <p>Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas.</p> <p>Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural. Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite, un registre informatisé d'admission des matières au travers de son système d'exploitation d'entreprise « SAP ». Une extraction a été effectuée sur les mois d'août et septembre.</p> <p>Le registre comporte bien la date de réception, les quantités reçues, l'identité du producteur et un numéro indicatif permettant de retrouver le transporteur.</p> <p>Concernant la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost, l'exploitant utilise un tableur de suivi des andains indiquant la date de création des andains avec le numéro de lot, la date de fin de constitution du lot, la quantité en m³.</p> <p>Pour les refus, l'exploitant dispose d'un tableur spécifique permettant le suivi des non-conformités, ce tableur indique le numéro de non-conformité, la date, la référence, la quantité et le lot, la raison de la non-conformité ainsi que les commentaires et le suivi.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il a été indiqué lors de l'inspection que le site n'accepte désormais plus de déchets verts et que des modifications sont envisagées afin d'agrandir la plateforme de compostage. L'exploitant devra à ce titre déposer un dossier de porter à connaissance indiquant les modifications des conditions d'exploiter.</p> <p>Par ailleurs, lors de précédentes inspections il avait été mentionné la nécessité de déposer un dossier de réexamen IED au titre de la rubrique 3532. L'exploitant a indiqué lors de la visite, qu'il n'accepte désormais que des écorces connexes de scierie et que de ce fait le site n'est pas soumis à la rubrique 3532. Cependant, la note d'explication de la nomenclature des ICPE des installations de gestion et traitement de déchets de la DGPR du 27 avril 2022 indique que « Les installations soumises à autorisation sous la rubrique 2780 sont classées au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature. »</p> <p>Ainsi le site étant soumis à autorisation au titre de la rubrique 2780, il relève également de la rubrique 3532 et doit à ce titre déposer un dossier de réexamen IED.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Devenir des matières traitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Devenir des matières traitées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant : <ul style="list-style-type: none">- la date d'enlèvement de chaque lot ;- les masses et caractéristiques correspondantes ;- le ou les destinataires et les masses correspondantes. Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural. Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite le tableau de suivi des andains servant de registre de sortie, comme indiqué précédemment celui-ci comporte la date de création des andains avec le numéro de lot, les dates de retournement, la date de fin de constitution du lot, la quantité en m ³ . Le logiciel SAP au travers du numéro de lot et du fichier client permet une traçabilité et de savoir la destination du lot.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 7 « règles d'exploitation » de l'arrêté préfectoral du 15 mars 1995 sont complétées par les dispositions suivantes : « <u>7.8 -Mesures de maîtrise des risques</u> 7.8.1-Liste de mesures de maîtrise des risques L'exploitant rédige, et met à la disposition de l'inspection des installations classées, une liste des mesures de maîtrise des risques pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement. Ces mesures de maîtrise des risques, techniques et/ou organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude des dangers de l'établissement, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action. [...]
Constats : Il a été présenté le jour de la visite une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) issue de la mise à jour de l'étude de dangers de 2014. Cette liste est présente au travers d'un tableau de gestion des équipements de sécurité indiquant : le statut, l'équipement en question, la date de contrôle et la fréquence, le type de vérification, le

responsable en charge de contrôle. Il apparaît au travers de ce document que les MMR sont vérifiées de manière périodique. Toutefois les compte-rendus de vérifications périodiques n'ont pas été analysés le jour de l'inspection. Au vue des dates mentionnées de le tableur, il s'avère que celui-ci n'est pas tenu à jour. L'exploitant doit en conséquence mettre à jour le tableur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
<p>Prescription contrôlée : 7.8.3-Gestion des anomalies et défaillances de mesures de maîtrise des risques</p> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées ci-après. Ces anomalies et défaillances doivent être signalées et enregistrées puis être hiérarchisées et analysées. Elles donnent lieu — en fonction de leur criticité - à la définition et à la mise en place de parades techniques et/ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.L'exploitant réalise annuellement une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse de ces défaillances ainsi qu'un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.</p> <p>Constats : L'exploitant a mis en place un système d'astreinte au niveau du site, toutes les anomalies sont remontées au niveau d'une centrale avec report d'alarme au niveau de la société Cyclope. En cas de problème, une levée de doute est effectuée et si nécessaire une demande d'intervention au niveau de la maintenance est faite. Toutefois, l'exploitant ne réalise pas de suivi des défaillances des MMR, il n'enregistre pas les anomalies et ne réalise pas d'analyse. L'exploitant doit mettre en place un processus permettant d'analyser les causes de défaillances éventuelles des MMR et réaliser une analyse périodique.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée : Le site doit être clos à une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux installations connexes d'un élevage compostant ses propres effluents.</p>

Constats : Il a pu être constaté le jour de l'inspection que les entrées sur le site ne sont pas contrôlées, le portail à l'entrée du site est ouvert et aucun contrôle n'est effectué à ce niveau. L'exploitant doit dans un délai de 15 jours proposer à l'inspection des installations classées un plan d'action permettant de s'assurer du contrôle des entrées sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 10.1 « plan d'intervention interne » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes : «L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du Plan d'Opération Interne (POI) établi en application de l'article R.512-29 du code de l'environnement. Ce plan est par ailleurs testé au moins tous les trois ans. [...] L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant a présenté le jour de la visite le Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en septembre 2023. Il a par ailleurs, indiqué que le dernier exercice POI date de 2010. L'exploitant doit conformément aux dispositions de l'article 12 du 21/01/2015 programmer un exercice POI courant de l'année 2024, il informera l'inspection de la date retenue pour cet exercice dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : utilisation de l'eau - eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2015, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, utilisation de l'eau - eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont collectées dans un réseau séparatif. Les eaux pluviales provenant des zones de stockages de compost en maturation sont collectées séparément pour passer dans un décanteur avant d'être rejetées dans le bassin de récupération des eaux de la plate-forme de compostage
Constats : L'exploitant a présenté le système de gestion des eaux au travers d'un plan datant de 1997. La partie relative aux bâtiments A et B est collectée puis rejetée dans un fossé busé disposant de

<p>vannes manuelles en cas d'accident.</p> <p>Concernant le bâtiment C de production et la zone de stockage de matière première, les eaux transitent pas un débourbeur/déshuileur avant rejet au niveau du réseau.</p> <p>Toutes les eaux de la plateforme de compostage (eaux pluviales et jus de compostage) transitent également par un décanteur avant de rejoindre le bassin de récupération.</p> <p>Le plan n'est pas à jour et ne comporte pas les informations relatives au bassin unique de rétention.</p> <p>L'exploitant doit en conséquence le mettre à jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article II
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet des eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces valeurs limites s'appliquent sans préjudice des valeurs limites d'émissions définies par l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. »</p> <p>Sans préjudice des autorisations de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH (NFT 90 008) : 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation à la chaux) ; - température : < 30 °C. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension (NFT 90 105) : < 600 mg/l ; - DCO (NFT 90 101) : < 2 000 mg/l ; - DBO5 (NFT 90 103) : < 800 mg/l ; - azote total, exprimé en N : < 150 mg/l ; - phosphore total, exprimé en P (NF T 90 023) : < 50 mg/l. <p>Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel, les objectifs de qualité des cours d'eau doivent être pris en compte quand ils existent. Au minimum, les rejets ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension (NFT 90 105) : < 100 mg/l (150 mg/l en cas d'épuration par lagunage) ; - DCO (NFT 90 101) : < 300 mg/l ; - DBO5 (NFT 90 103) : < 100 mg/l ; - azote total, exprimé en N : < 30 mg/l ; - phosphore total, exprimé en P : < 10 mg/l.

<p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - hydrocarbures totaux (NFT 90 114) : , 10 mg/l ; - plomb (NF T 90-027) : < 0,5 mg/l ; - chrome (NF EN 1233) : < 0,5 mg/l ; - cuivre (NF T 90 022) : < 0,5 mg/l ; - zinc et composés (FD T 90 112) : < 2 mg/l. <p>e) Pour les installations relevant de la directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, les valeurs limites de rejet sont fixées sur la base des meilleures techniques disponibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite de dernier rapport d'analyse réalisé par Anteagroupe lors de la campagne d'avril 2023. Les analyses ont été effectuées au niveau des 3 décanteurs sur les paramètres suivantes : pH, température, MES, DCO, DBO5, azote total, phosphore total, hydrocarbure totaux, plomb, cuivre et zinc.</p> <p>Les résultats ne font pas apparaître de dépassement au niveau de ces paramètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>